

L'ANTI-RACISTE

JOURNAL DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS
pour l'unité du peuple multinational de France

6 francs

SANS-PAPIERS, O.S. DES CHAINES, JEUNES DES CITÉS

NUMERO 14 : Février-mars 1983.



L'ANTI-RACISME A L'ORDRE DU JOUR

POUR NOUS CONTACTER

Ecrire à l'Anti-Raciste ", BP 183
75665 PARIS cédex 14

Permanence centrale tous les vendredis soirs de 18 h. à 19 h. 30, 7 rue des fêtes, métro Place des fêtes.

DEMANDER NOS DERNIERES PUBLICATIONS

- Les Anti-Racistes et la Pologne
- L'Anti-Racisme et les quartiers
- L'Anti-Racisme et les foyers

— Directeur de la publication : —
— M. Pierre Champeaux —
— Dépôt légal 1/83 —
— Imprimerie Edit 71 —
— 22 rue d'Annam 75020 —

Sommaire

Page 2
EDITORIAL

Page 4
SANS-PAPIERS : RECOURS CONTRE
L'ETAT ET ORGANISATION DE LA
PROTECTION

Page 6
"P.A.N.A.R.D." ? VOUS AVEZ DIT
"P.A.N.A.R.D." ?

Page 9
" JE SUIS ANTI-RACISTE "

Page 13
A GONESSE : RESPONSABILITE
POPULAIRE CONTRE "LEGITIME
DEFENSE"

Page 16
18 DECEMBRE 1982 : MANIFESTATION
ANTI-RACISTE

Page 18
NI RETOUR NI ASSIMILATION :
TEMOIGNAGE D'UNE JEUNE
ALGERIENNE (suite)

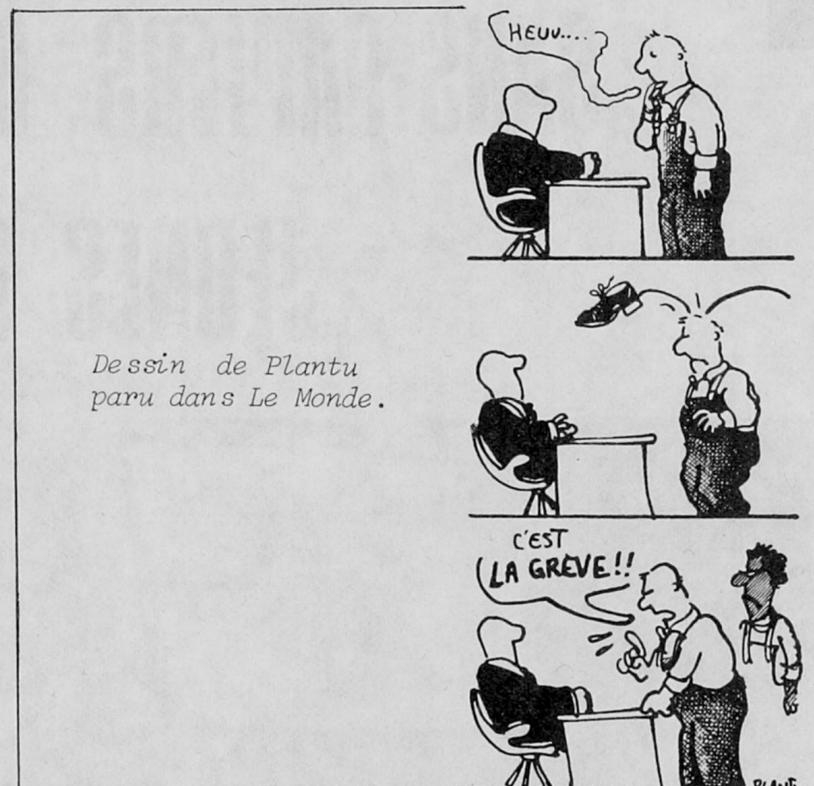
Page 20
TANZANIE : VOYAGE AU PAYS
DE L'UJAMAA

Un gouvernement de gauche !

Combien de fois avons-nous entendu qu'avec la gauche au pouvoir, " la paix sociale " allait pouvoir régner. Tous les problèmes devaient se résoudre à l'amiable, syndicats et patrons, sous la bénédiction mitterrandiste gérant au mieux les intérêts de tous les travailleurs.

Les travailleurs ? C'était assurément une grande catégorie, confiante dans le changement, comprenant les " nécessités " d'une politique d'austérité " où on ne peut pas tout avoir en quelques mois ", quelque peu moutonnaire, un tantinet paresseuse

Eh puis, voilà ce qui nous saute aux yeux ! Des travailleurs sont en grève dans les grandes usines d'automobiles ; conflits à Citroën, à Talbot, à Fiat, à Chausson, à Renault, conflits à Flins à Levallois, en passant par Aulnay.



Dessin de Plantu
paru dans Le Monde.

Que se passe-t-il ? Des travailleurs mécontents qui en veulent trop ? Voyons donc. Ces travailleurs sont des ouvriers. Des ouvriers à la chaîne, enchaînés, parfois depuis dix ou quinze ans, aux cadences, matraqués par le bruit, conditionnés par le geste répétitif, méprisés par les chefs.

Ces ouvriers sont des O.S., à la base de la fabrication des voitures, à la base de la production d'un énorme secteur industriel, " vital " pour l'économie française.

Et là, maintenant, ces ouvriers disent : " Non, la chaîne ça suffit ; son oppression particulière, terrible, doit cesser ! " Ils veulent plus qu'une augmentation de salaire et une amélioration des conditions de travail : ils remettent en cause le mode même de production.

Aujourd'hui, la restructuration capitaliste parle de robotique, d'informatisation, un avenir qui voudrait gommer la place de l'homme dans l'usine. Une autre réalité se heurte de front à ce futur technocratique : les O.S.

Les O.S. affirment qu'ils occupent une place centrale dans la production, qu'ils ont une expérience d'ouvrier, une connaissance du travail ; non seulement ils veulent être reconnus, obtenir la qualification qui correspond à leur travail, mais avoir une formation professionnelle qui prenne en compte leur qualification.

Ces ouvriers s'engagent dans une bataille qui semble ne pouvoir finir qu'avec la fin des O.S., et ils le font au nom d'une existence, d'une dignité ouvrière.

Le gouvernement et les patrons se déchainent contre eux, déchainement d'autant plus violent que le gouvernement semble paniqué, et d'une certaine manière impuissant, devant cette force non réductible à quelque chose de connu au cours des grèves antérieures.

Il n'y a pas de gestion possible de problèmes aussi essentiels. Il vaut mieux essayer de les noyer dans des accords salariaux généraux, ou bien en faire de petites revendications limitées à un atelier.

Ce qui nous occupe, c'est que ce déchainement prend des formes particulièrement odieuses, inadmissibles.

Les O.S. sont pour la majorité des immigrés, et contre eux est lancée l'artillerie lourde du racisme et du chauvinisme. Les déclarations de Mauroy, de Defferre, sont dans nos oreilles : elles font des O.S. immigrés de dangereux intégristes musulmans dont l'objectif est de couler l'économie française.

Les mots-clés sont lâchés : étrangers, fanatiques, anti-français, ... c'est tout ce qu'il faut pour qu'aussi rapidement qu'une onde radio, les tensions dans le peuple montent d'un cran.

La politique du gouvernement a un nom, ou plusieurs qualificatifs : elle est anti-ouvrière, anti-populaire, raciste.

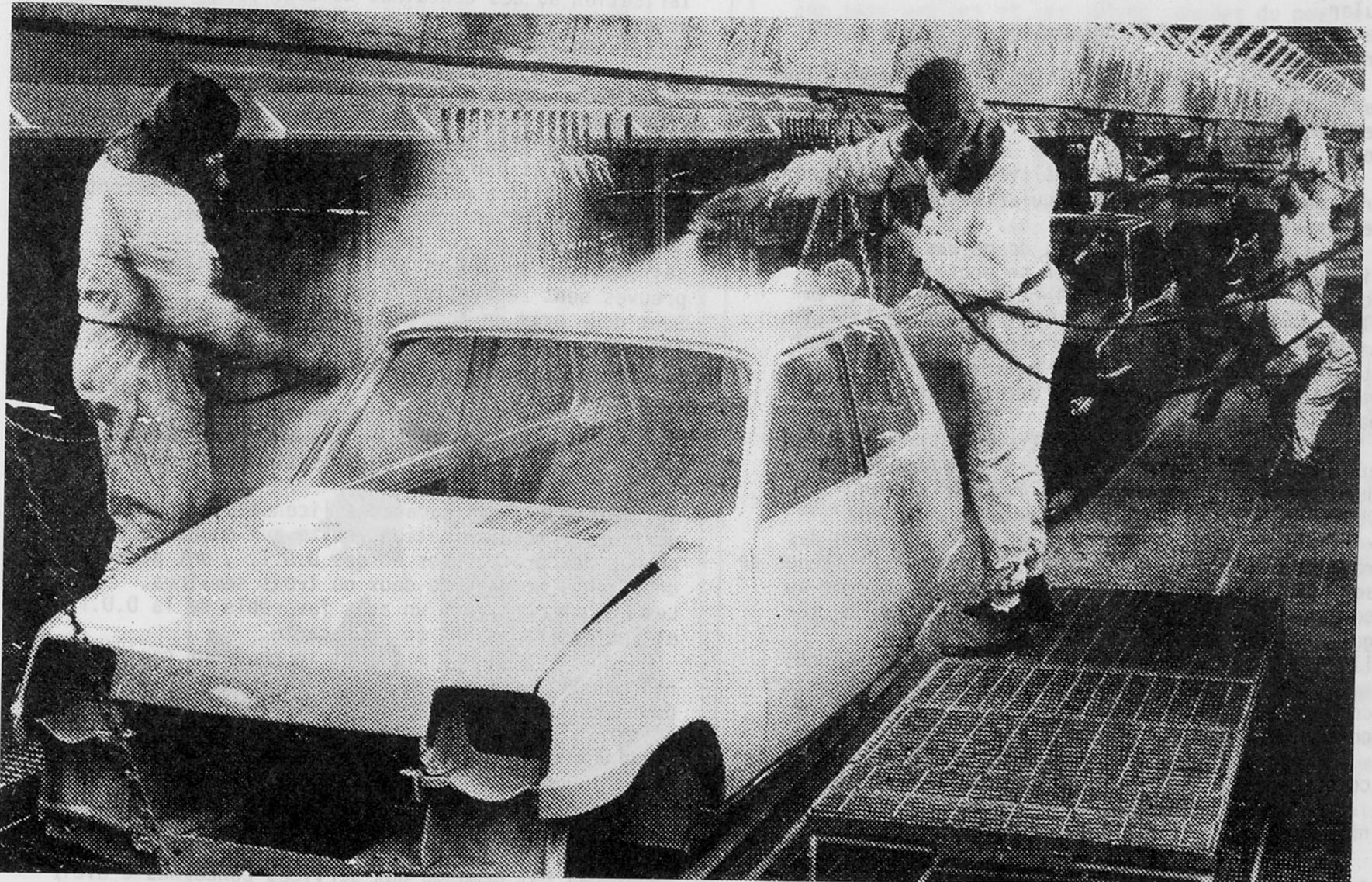
Elle nous interpelle, passée la révolte, sur notre capacité à unir un camp populaire capable de soutenir les O.S. en grève et d'empêcher que les tensions civiles ne se soldent par la violence raciste, l'affrontement et le meurtre. Face à l'opinion raciste nous avons pour tâche de renforcer une opinion anti-raciste.

C'est une politique réactionnaire qui tente de diviser les O.S. des autres ouvriers, de les isoler, de les marginaliser ; elle nous interpelle sur notre capacité de trouver, en particulier dans les foyers, de nouveaux moyens d'unité entre les ouvriers eux-mêmes, de participer à la consolidation de cette force ouvrière nouvelle, hétérogène à l'Etat et aux syndicats.

Par des réunions publiques dans les foyers, nous voulons dégager ce qui, pour tout le peuple, français et immigrés, met en avant des questions d'une autre société et participe de nouveaux rapports entre les gens.

Pour nous anti-racistes il y a de l'espoir dans la grève de Flins ou de Billancourt : un espoir fondé sur le fait que les ouvriers immigrés sont porteurs d'une force de transformation de la société, qui remet en cause radicalement le travail capitaliste.

Nous menons une politique anti-raciste du peuple multinational ; de fait, c'est une politique d'unité ouvrière et populaire.



Des conditions de travail particulièrement pénibles dans les ateliers de peinture à Flins.

. RECOURS CONTRE L'ETAT



. ORGANISATION DE LA PROTECTION

Une fois de plus, le gouvernement est obligé de reculer.

Devant la colère et l'indignation de nombreux immigrants sans-papiers :

- ceux qui ont reçu notification d'un refus de régularisation et le délai d'un mois pour quitter le territoire français, et ceux qui n'ont rien reçu du tout.

- ceux qui par dizaines de milliers ne sont pas rentrés dans la procédure de régularisation et sont restés clandestins.

La volonté de se battre, de ne pas accepter la fin du plan de régularisation se profilait depuis novembre 1982 (recours collectifs déposés, assemblées générales dans les foyers, grèves de la faim, manifestation du 18 décembre) met le gouvernement au pied du mur : le succès "de son plan dont il se vantait à grands renforts de déclarations, n'en est pas un.

Par la circulaire du 6 décembre 1982 adressée aux D.D.T. et aux préfetures, il réouvre la procédure de recours aux refus de régularisation.

Objet de la circulaire : les recours gracieux

- - - " Le gouvernement reconnaît que l'examen des recours fait apparaître des différences d'attitudes selon les départements, ceci n'est pas conforme au souci d'équité qui a présidé à l'opération de régularisation ... "

Il rappelle donc aux différents services concernés ... " de procéder à un réexamen rapide des dossiers compte tenu des éléments fournis à l'appui des recours ... "

- En clair : tous les recours seront pris en compte.

tous les refusés peuvent faire un nouveau recours.

Concernant les deux critères de régularisation :

- la date d'entrée en France avant janvier 1981 reste un point ferme et incontournable.

Le récépissé jaune n'étant pas suffisant à prouver son entrée, il faut fournir des preuves supplémentaires.

Le gouvernement essaye par là de limiter les acquis

des précédentes étapes de la bataille pour la régularisation où des centaines de sans-papiers mobilisés occupaient des commissariats et obtenaient des récépissés jaunes directement.

- par contre il y a un recours très net concernant l'évaluation d'un " emploi stable ".

... " il y a lieu de réserver une suite favorable aux recours si par ailleurs il vous apparaît vraisemblable qu'il a occupé ou qu'il occupe au moment de l'examen de son recours un emploi stable. "

" ... L'examen de cet emploi ne résulte pas nécessairement de documents écrits, tous les types de preuves sont recevables "

Sont donc pris en compte : - toutes les traces de travail, même si les camarades ne travaillent plus au moment du dernier recours

- les témoignages écrits ou oraux. Ces témoignages peuvent être produits au moment d'un entretien ou appuyés, recommandés par les associations et organisations engagées dans la bataille.

Exemple : des camarades licenciés pendant la période de régularisation, suite aux coups de téléphones des préfetures et des D.D.T., ont produit des fiches de paye de deux ou trois semaines. Les recours ont reçu un avis favorable de la D.D.T. et les camarades ont eu leur carte.

les P.A.E. ont fourni, sur papier avec en-tête des P.A.E., des témoignages de travail pour les camarades immigrés travaillant dans les foyers. Elles ont organisé des entretiens oraux justifiant la présence de tel ou tel à son travail. Les recours ont reçu là aussi des avis favorables.

Nous sommes très loin du contrat de travail exigé par le gouvernement en septembre 81 !

Enfin, il est demandé aux services concernés d'avoir une attitude bienveillante. Suivant lui-même cette logique, le Secrétariat d'Etat aux Immigrés accepte de regarder à nouveau les refus des D.D.T. et des préfetures. C'est lui qui en dernière analyse tranchera sur la voie à suivre.

Ce recul obligé de l'Etat n'est pas sans créer des remous au sein même de l'appareil chargé de l'application du plan de régularisation. Le gouvernement l'a bien compris en ne publiant pas la circulaire au journal officiel. Entendez : reculer certes, mais limiter au maximum les effets de ce recul ! La circulaire n'étant pas officielle, les différentes appréciations et attitudes vis-à-vis de son application peuvent jouer à plein, dévoilant à nu les contradictions internes à l'appareil d'Etat.

Exemple : à Paris le circuit suivi par un dossier de recours a quelque chose d'infamant : Déposé à la D.D.T. qui donne l'avis sur le critère de travail, il part à la préfecture de Paris qui vérifie le dossier. Ensuite, il est envoyé à la préfecture de police qui statue sur la date d'entrée en France.

Le dossier a le temps d'être "perdu" "bloqué" par les lenteurs et tracasseries administratives. A la préfecture de Paris de l'avenue Dausmenil les dossiers s'entassent "épluchés un à un" par une seule personne affectée à ce travail ; les camarades reconvoqués pour vérifications des traces de travail, alors que la D.D.T. a déjà donné son avis ! Les conséquences s'imposent d'elles-mêmes : lassitude, découragement et pourquoi pas ... retour au pays.

C'est pourquoi les P.A.E. n'ont cessé de faire pression sur l'Etat, jouant des contradictions internes aux différents services pour arracher le maximum de réponses positives :

- nombreux recours déposés
- recherches collectives de preuves d'entrée avant 1981
- délégation français-immigrés chaque semaine aux D.D.T. et aux préfectures.

Cette politique a son succès puisque de nombreux camarades ont eu leurs papiers. Il faut continuer sans relâche, multiplier les initiatives en direction des différents services et en direction du Secrétariat d'Etat.

Les dispositions de la circulaire du 6-12-82 ne concernent que les sans-papiers "rentrés" dans la "régularisation exceptionnelle", c'est-à-dire ceux qui ont un récépissé jaune. Les "nouveaux arrivants", ceux arrivés après le 1er Janvier 81, subissent, eux, un tout autre sort!



14 Janvier 83: Lassana, suite à un contrôle de police dans le train est arrêté. Lassana est un sans-papier qui a déposé un dossier de régularisation l'an dernier à la Préfecture De Bobigny. Comme pour des milliers d'autres sans-papiers, sa carte de séjour lui a été d'abord refusée. Il a déposé un recours contre cette décision avec la PAE. D'après les nouvelles directives du gouvernement, il devrait maintenant être régularisé sans problèmes. Et voilà que sans attendre la décision de la Préfecture, la justice l'incolpe pour "situation irrégulière" en vertu de la loi raciste votée depuis le 10 Mai 1981 qui fait de tout étranger un délinquant qui part en prison, un dangereux criminel qui mérite la "reconduction aux frontières". La PAE de Bobigny engage une mobilisation pour sa libération autour d'une pétition.

La chasse aux sans-papiers commence. De nouveau les contrôles de police.

De nouveau les emprisonnements pour défaut de papiers.

De nouveau les expulsions. Le langage de la concurrence raciste autour du chômage est là pour les justifier, qu'il s'agisse d'un sans-papier en voie de régularisation ou d'un nouvel arrivant comme le jeune sénégalais de Nanterre.

L'Etat, ses ministres et sa police, se font les chantres de la défense de l'emploi... des français. Les sans-papiers qui n'admettraient pas ce chauvinisme et cette concurrence raciste entre les ouvriers sont déclarés coupables, emprisonnés, expulsés : marginalisés. Tout cela parce qu'ils ont voulu exercer le droit élémentaire de chaque personne : faire vivre sa famille de son travail.

L'urgence aujourd'hui

LA PROTECTION ACTIVE DES SANS-PAPIERS:

c'est-à-dire désencercler, démarginaliser les sans-papiers, travailler à une unité populaire et ouvrière qui transforme le rapport de force entre les sans-papiers et les autres couches du peuple et les autres nationalités.

CELA VEUT DIRE 3 AXES DE TRAVAIL:

1) + d'abord une prise en charge collective dans les foyers, de cette protection. Cette prise en charge est une UNITE POLITIQUE A CONSTRUIRE entre sans-papiers et papiers, entre différentes nationalités autour de trois thèmes:

- il n'y a pas de différence entre un sans-papiers et un avec papiers. Le gouvernement ne renouvelle pas les cartes de séjour de 3 ou 5 ans si on est au chômage. De plus il exige des quittances de loyers, N'importe quel immigré peut devenir du jour au lendemain sans papiers, tant que la délivrance de la carte sera liée au travail et au logement. Il faut se battre pour le renouvellement automatique des cartes sans conditions comme pour la régularisation sans condition des sans-papiers.

- Les raisons de l'immigration sont les mêmes aujourd'hui qu'il y a 5 ou 10 ou 20 ans. La question des sans-papiers ne peut se résoudre par une décision administrative policière ou politique de "fermeture des frontières" et d'expulsions. La décision de l'Etat français ne transforme en rien la situation dans les pays d'origine qui restent soumis aux intérêts des différentes puissances impérialistes, en particulier française. Tant que le colonialisme et l'impérialisme existeront comme système économique et politique, l'immigration continuera et de nouveaux arrivants "sans-papiers" arriveront!

2) la popularisation des consignes de protection

+ Ne jamais porter sur soi de fausse carte. Ne pas la cacher dans sa chambre.

+ accompagner les sans-papiers dans toutes leurs démarches.

+ S'ils ne savent pas où sont les bus, leur montrer et les convaincre de ne pas prendre le

méto.

+ Prévenir aussitôt qu'il y a contrôle de police, contacter un camarade immigré anti-raciste du foyer lorsqu'un copain est pris, pour aussitôt contacter un avocat et engager une mobilisation. Ils font partie du peuple et de la classe ouvrière multinationale de France.

Attaquer les sans-papiers, c'est accroître la division entre ouvriers, chercher à développer la concurrence raciste; ce qui se retourne constamment contre les ouvriers immigrés avec ou sans-papiers, français ou immigrés, les "encerclant" dans un chauvinisme qui les empêche de constituer une unité politique sur les problèmes au quels ils se confrontent dans la crise, en particulier aujourd'hui le problème sur l'emploi et le travail.

En témoigne, les dernières grèves des ouvriers immigrés dans le secteur automobile qui pose l'importance de cette unité ouvrière face aux nouvelles questions posées sur l'organisation capitaliste du travail.

3) En fin, il nous faut autour des sans-papiers, organiser un camp populaire anti-raciste par de grandes campagnes d'opinion. Il faut distribuer beaucoup de tracts pour organiser autour des sans-papiers des liens avec les autres nationalités (français et maghrébins), casser le racisme civil, c'est-à-dire la levée des tensions racistes dans la société civile.

Nous en proposons trois:

+ soutenir la révolte des jeunes immigrés dans les cités contre la multiplicité des attentats racistes dont ils sont victimes (Nanterre, Gonesse)

+ faire campagne sur la "vérité dans le logement" contre les "quotas" racistes imposés par les mairies du PCF

+ une campagne large contre la propagande chauvine du gouvernement contre les ouvriers immigrés des usines de l'automobile.

«P.A.N.A.R.D.»? VOUS AVEZ DIT «P.A.N.A.R.D.»?...

1/ Les jeunes immigrés subissent des attaques particulières. La place des jeunes immigrés au sein du peuple multinational est un débat.

2/ Les jeunes ont une approche originale de la politique.

3/ Les P.A.E. veulent renforcer le camp anti-

raciste.

4/ Le bilan d'un premier travail des P.A.E. envers la jeunesse a été tiré.

Quatre raisons principales qui ont amené les Permanences à créer, il y a trois mois, le groupe "P.A.N.A.R.D." : " Pour des Actions Nouvelles Anti-Racistes Diversifiées. "

Fin 1982, la mort a touché deux jeunes immigrés, à Nanterre et à Gonesse. Durant cette même année, la libération des liens d'allégeance à la nationalité française a été refusée à de nombreux jeunes visés par la loi de 1973 (1) ; les contrôles de police ont été renforcés; des discriminations racistes ont eu lieu à l'école ou au travail. L'Etat a décidé le non-respect des jeunes immigrés, a poursuivi, et poursuit, sa politique de rejet-assimilation. Dans les cités, des jeunes Algériens ont résisté à l'Etat en refusant la loi de 1973. Parfois avec les P.A.E., comme à Aulnay. La mobilisation se poursuit, malgré les divisions et le découragement de certains jeunes.

Du côté des lycées ? Peu d'engagement dans l'anti-racisme; une méfiance de la politique et de ses " magouilles "; de " l'anti-parti " à tout rompre. Pas étonnant. Quel est l'espace réservé aux jeunes dans les organisations de type parti ?

Anti-parti, mais pas anti-engagement. Dans les lycées et les L.E.P. on a envie de faire quelque chose; mais quoi ?

Et si l'on s'engage, obtient-on des résultats ?

Ces deux questions aboutissent souvent à un repli sur soi, ce qui ne signifie pas désintérêt. D'ailleurs, les jeunes ont le désir de connaître l'histoire des vingt dernières années (guerre d'Algérie, mai 1968) et d'approfondir le débat sur les grandes questions internationales actuelles (Moyen-Orient, Pologne). C'est aussi à partir de ces constatations que le P.A.N.A.R.D. s'est formé. Et parce qu'il est important de renforcer le camp

anti-raciste.

Il y a nécessité de rallier les jeunes à l'anti-racisme et d'établir des liens entre eux, et les autres couches du peuple. Nécessité d'établir des liens entre les jeunes des cités et ceux des lycées; entre l'ensemble des jeunes et toutes les composantes du peuple multinational, par exemple, les sans-papiers. La volonté du P.A.N.A.R.D. n'est pas de fractionner la lutte anti-raciste, mais au contraire, de l'élargir, tout en tenant compte des spécificités d'engagement et des problèmes des jeunes des différentes communautés.

Le P.A.N.A.R.D. travaille dans plusieurs directions avec des jeunes de Nanterre révoltés par la mort d'Abdenbi Guemiah (2), de Clichy, intéressés par le dialogue Français-immigrés, d'un LEP de Ménilmontant qui se battent pour l'égalité des droits dans le travail et contre les discriminations racistes.

Une reunion, le 8 décembre 1982, a permis un échange d'expériences entre les différents jeunes engagés avec le PANARD ou sympathisants, et avec d'autres jeunes venant des cités, touchés par la loi de 1973. Quelques jeunes ont participé à la manifestation des PAE le 18 décembre, sous les banderolles du PANARD ; et récemment, une reunion contre le rejet et l'assimilation des jeunes immigrés a été organisée.

Concrètement, un montage diapo avec des lycéens de Nanterre est en préparation, un journal va être édité et une mobilisation-agitation sur la place des jeunes immigrés dans la société aura lieu le samedi 26 février à 15 heures autour des halles à Paris.

Des réunions-débats auront lieu régulièrement, avec un thème de "mémoire" ou d'actualité lié à l'anti-racisme, à chaque fois. Dans "L'Anti-Raciste", nous interviendrons pour exposer l'avancée politique de notre travail.



Quelle place pour les jeunes immigrés ?

L'Anti-Raciste : Qu'est-ce que le racisme pour toi et d'où vient-il ?

Habib : Le racisme vient des médias. Les médias envoient des informations au peuple, et le peuple ne cherche pas à combattre ces idées fausses. C'est pour cela qu'avec les gens qui se disent racistes, j'essaie de leur montrer que ce qu'ils disent est débile, que cela ne vaut pas la peine d'être comme ça, qu'ils ont attrapé des idées fausses. Si vraiment ils sont trop racistes, j'insiste pas.

Et puis le racisme, c'est aussi une politique. Par exemple, le P.S. et le P.C.F. ne se disent pas racistes, mais ils le sont quand même : ils font des immigrés, des clandestins ; ils les expulsent, les mettent en prison. Ils veulent empêcher les immigrés de passer les frontières, alors que c'est impossible de fermer les frontières complètement. S'ils arrêtaient d'exploiter d'autres pays, moins d'immigrés viendraient en France et ailleurs, car l'immigration est partout.

A.R. : Tu penses que le P.S. et le P.C.F. ne sont pas anti-impérialistes ?

H. : La politique de Mitterrand est impérialiste. Elle aide, soi-disant, les pays sous-développés, mais quand Mitterrand va en Afrique, il signe des accords économiques avec les anciennes colonies françaises. Tous les pays qui ont été colonisés sont maintenant "impérialisés".

A.R. : Que penses-tu de la loi de 1973 ?

H. : C'est une loi injuste qui considère des gens français, alors qu'ils n'ont pas fait ce choix. On nous a colonisés, mon père a fui la mort dans les années où l'on attaquait le F.L.N. Il est venu en France lorsque l'Algérie était française.

(1) : D'après la loi du 9 janvier 1973, les jeunes nés en France depuis le 1^{er} janvier 1963 de parents nés dans une colonie française, sont français d'office, sans possibilité de choix de leur nationalité.

(2) : Lire à ce sujet l'article paru dans "L'anti-raciste" n° 13.



Dans ce numéro, nous proposons l'interview d'Habib, jeune Algérien, lycéen à Nanterre, qui travaille avec le PANARD depuis deux mois. Il a entrepris la réalisation d'un montage diapo sur le racisme et l'anti-racisme.

Habib n'est pas militant des PAE. Dans ce qui suit, il parle, à cœur ouvert, de ce qu'il pense du racisme, de la raison de son engagement, de l'attitude des jeunes envers la politique. Beaucoup de ses réflexions justifient pleinement la création du PANARD et le rôle que ce groupe doit jouer comme force anti-raciste dans la jeunesse. Nous souhaitons que les propos d'Habib suscitent des débats. N'hésitez pas à faire parvenir vos réactions à l'Anti-Raciste !

S'il reste en France, c'est parce que ses enfants ont toujours vécu en France, malgré les difficultés. Les jeunes vivent dans des cités-ghettos, ne peuvent pas faire correctement leurs études. En plus on les oblige à être français. C'est comme si on nous disait qu'on n'existait pas, qu'il n'y a pas eu la guerre d'Algérie, que les Algériens sont venus en France sans raison. Avoir une carte française, c'est dire qu'on n'existe pas et c'est se moquer de mon père. C'est dégueulasse de pousser les gens à venir en France et de leur dire : vous n'avez pas d'histoire, pas de nationalité.



"J.R." : Jangois Ritterrand en Afrique...

A.R. : Tu travailles avec le P.A.N.A.R.D. depuis deux mois, en préparant un montage diapos sur le racisme. Pourquoi as-tu décidé de t'engager, et pourquoi de cette manière ?

H. : C'est important de s'engager parce que les gens sont bouffés par des idées fausses. Je voudrais qu'ils se débarrassent de ces idées qui font mal. Bien sûr, ce n'est pas que de leur faute, mais ils devraient faire attention de ne pas répercuter ces idées. Parfois ils sont racistes parce qu'il y a du chômage et des immigrés. Ça aussi, c'est une idée fausse.

Si je travaille dans le groupe P.A.N.A.R.D., c'est pour lutter contre le racisme, pour les droits des immigrés. Le montage diapos veut montrer comment on peut lutter. S'il est bien fait, si on peut le passer partout, si beaucoup de gens le regardent, ça peut changer des choses. Il s'adresse à tout le peuple, Français et immigrés, car la lutte, c'est l'affaire de tout le monde. Le racisme touche tous ceux qui vivent en France; même les Français.

Et puis, je suis allé voir le P.A.N.A.R.D. pour me renseigner car je sentais que mes idées n'étaient pas claires. J'ai aussi participé à la manifestation des P.A.E., le 18 décembre, pour lutter contre le racisme, pour les droits des immigrés, contre la loi de 1973, la clandestinité, pour changer l'opinion des gens qui pensent que les clandestins sont des gens malhonnêtes, qui pensent que les immigrés sont venus ici, mais que rien ne doit leur appartenir.

A.R. : Est-ce que le problème du racisme est débattu dans la jeunesse ?

H. : Non, pas vraiment. Assez superficiellement. Les discussions ne sont pas assez approfondies. Dans les lycées, les jeunes ne disent pas vraiment leurs idées. Ils s'auto-censurent. De toutes façons ils ne connaissent pas grand'chose. Je ne veux pas dire qu'ils sont " nuls " en politique mais ils n'attachent pas trop d'importance à la politique. Parfois ils sont " poussés ", comme après la mort d'Abdenbi. Certains, notamment des Français, ont participé aux manifestations. Ceux-là s'intéressent au racisme, se documentent, mais ne sont pas forcément prêts à s'engager plus. Quant à ceux qui vivent aux côtés des immigrés, leurs rapports avec nous sont plus approfondis.

En fait, il y a trois catégories de jeunes : ceux qui s'en foutent, ceux qui s'intéressent mais ne s'engagent pas vraiment, ceux qui s'engagent. Ceux qui ne s'engagent pas, c'est que la politique n'est pas entrée dans leur vie; ils n'ont pas de perspectives politiques. Ça ne veut pas dire qu'ils ne se sentent pas concernés par le racisme.



Nanterre : les jeunes immigrés manifestent après la mort d'Abdenbi, tué par un raciste.

A.R. : Est-ce que les jeunes immigrés sont prêts à s'engager, à se battre ?

H. : La plupart ne voit pas de solutions. Ils ressentent une injustice car ils vivent dans des conditions incroyables. Ils finissent rarement leur scolarité, se sentent inférieurs et n'osent pas trop faire de politique.

A.R. : Comment penses-tu que le P.A.N.A.R.D. doit intervenir ?

H. : Il faut beaucoup discuter avec les jeunes, leur faire comprendre l'importance de l'anti-racisme, le rôle que joue le P.A.N.A.R.D. Expliquer qu'il aborde des problèmes que le MRAP n'aborde pas, par exemple, sinon ils ne voient pas l'importance d'un groupe comme le P.A.N.A.R.D.

Ce qu'il y a, c'est que beaucoup de jeunes ont peur des magouilles qu'entraîne la politique. Le P.A.N.A.R.D. n'est pas un parti. Moi, je suis au P.A.N.A.R.D. et je fais attention aux partis. Le P.A.N.A.R.D. est un groupe de gens qui ont des idées semblables, mais pas sur tout. C'est comme un sac de billes de différentes couleurs, mais tous les gens du P.A.N.A.R.D. luttent pour quelque chose de semblable. Seulement, on peut avoir des idées, critiquer. Le P.A.N.A.R.D., c'est encore un petit truc mais je ne voulais pas aller dans un parti. Lorsque je suis allé pour la première fois à une réunion du P.A.N.A.R.D., je suis retombé avec des personnes qui étaient dans une organisation que j'avais fréquentée (et qui l'ont quittée depuis). Mais dans cette organisation, on ne parlait pas vraiment de racisme, on parlait des droits des immigrés, mais j'avais l'impression que c'était pour la " gloire " d'un parti.

A.R. : Avant de conclure : dans le numéro 13 de l'Anti-Raciste, nous avons publié la première partie de l'interview d'une jeune Algérienne qui " a tenté " un retour en Algérie. Tu a émis des critiques. Lesquelles ?

H. : Et bien, ce qu'elle a dit m'a embêté, mais c'était sans doute la vérité ... C'est un problème de mœurs. Quand on a vécu en France, avec des parents Algériens, avec deux cultures, il y a des choses que l'on rejette dans les deux. Je connais des filles qui sont d'accord avec certaines coutumes, d'autres non. Il y a une division sur un conflit de mœurs. La question n'est pas " j'aime la France ou j'aime l'Algérie ". Retourner en Algérie pour une fille ou pour un gars c'est difficile. C'est nous remettre dans un autre paysage, dans d'autres mœurs. Moi je ne peux pas dire si j'irai ou pas. J'en connais qui sont partis ... et revenus car ils ne pouvaient pas supporter. D'autres s'y sont plûs. Cela dépend des idées politiques de chacun. Parfois on en rigole. Un copain dit : " Moi je pars en Algérie ", un autre répond : " Vas-y. Dans une semaine, on te reverra à Nanterre ! ... " On prend toujours l'habitude de vivre quelque part.

POUR CONTACTER LE PANARD : Si les initiatives du PANARD vous intéressent et si vous voulez vous informer, le groupe tient une permanence tous les mercredis de 14h à 16h, 7 rue des fêtes, Paris 19^e, métro place des fêtes.

« JE SUIS ANTI-RACISTE... »

Le 18 décembre 1982 à Paris, un millier de personnes défilait, à notre appel, de Barbès à la place Clichy. Parmi eux, peu de Français.

Face au peu d'intérêt des Français pour la politique anti-raciste, nous devons comprendre, d'une part, pourquoi les Français, qui se disent contre le racisme, ne s'engagent pas dans cette politique ; et d'autre part, expliquer et populariser les motivations des Français engagés.

Nous pensons qu'un certain nombre de personnes ont une vision complètement erronée de la politique anti-raciste.

Une partie d'entre les Français estime que la lutte anti-raciste est d'abord " l'affaire " des immigrés, et qu'elle doit être menée principalement par eux. Elle considère que nous sommes simplement dans une logique de soutien humanitaire. Elle ne voit pas la nécessité immédiate de s'engager.

Une autre partie des gens croit que le racisme est indissociable de la nature morale de l'homme. Leur pensée peut se résumer ainsi " De toutes façons, le racisme est en chacun de nous et il y sera toujours. " Elle justifie donc leur non-réaction. Ces gens, en effet, s'en remettent uniquement au domaine de la loi pour lutter contre le racisme. Ils estiment que seul l'Etat peut combattre les attitudes et actions racistes.

Il y a enfin, les personnes qui pensent que la question de l'anti-racisme est effectivement importante, mais elles sont profondément déçues par le militantisme tel qu'elles l'ont connu dans l'après mai 1968. Ce militantisme, dans des organisations démocratiques ou révolutionnaires, souvent dogmatiques et dans la seule logique de la prise du pouvoir d'Etat, les a amenées à une impasse politique et à une remise en question des choix fondamentaux qu'elles avaient faits pour leurs vies. Ces personnes ont peur de répéter un échec.

Quelle que soit la raison qui pousse les Français à se tromper sur notre politique, ils ne voient pas que la lutte contre le racisme d'Etat et le racisme civil est une lutte révolutionnaire. C'est une lutte pour l'unité du peuple multinational, pour un nouveau type de société. En cela, les Français sont tous directement interpellés. Tous responsables de la société dans laquelle ils veulent vivre, ils sont confrontés à ce choix :

- ou démissionner de leurs responsabilités politiques, se rallier à un Etat chauvin et vivre dans une société raciste où le peuple est divisé en composantes qui s'affrontent sans cesse les unes contre les autres

- ou participer activement à la recherche d'une position d'unité anti-raciste entre les différentes communautés. Ce deuxième choix est celui qui permet d'organiser des forces contre la politique raciste de l'Etat. Il engage, dès maintenant, un processus de transformation des rapports entre les gens, au sein du peuple multinational.

Cette nouvelle forme d'engagement politique, que nous proposons, permet aux militants des P.A.E. d'établir leur propre rythme de travail.

Nous commençons à publier une série de témoignages. Quatre militants expliquent pourquoi et comment ils sont venus à la politique anti-raciste. Quatre témoignages, mais aussi analyses de situation sociale, en fonction de l'identité sociale de ces personnes : trois jeunes femmes de 20-25 ans, à la fois étudiantes et salariées, et un jeune instituteur.

Dans un prochain numéro de l'Anti-Raciste, nous donnerons la parole à d'autres militants.

Marie

C'est l'idée que chacun, et donc moi, a une responsabilité envers le monde qui a été le point de départ de mon engagement dans la politique. Je ne supportais pas d'être complice des injustices qui me révoltaient.

A ce moment, j'ai rencontré des gens qui m'ont sensibilisés à la politique. J'ai beaucoup lu, car je voulais comprendre les mécanismes de notre système, j'étais isolée et c'était pour moi la seule façon d'avoir des points de repère, pour avoir un point de vue juste sur les événements qui se déroulaient sous mes yeux.

Je ne savais pas comment changer les choses, mais je savais que la politique des partis ne me plai-

sait pas. Les discours, j'en avais à la fac ! Je voulais être en contact avec la réalité pour essayer de la transformer.

J'avais conscience que " penser juste " ça ne transformait rien quand on est seul.

Ainsi quand j'ai connu les P.A.E., j'ai laissé tomber " l'indignation passive " devant les injustices de notre société et j'ai décidé de faire le pas dans la politique anti-raciste. J'avais un grand besoin d'exprimer ma révolte, d'agir sur les situations. C'était presque rassurant de savoir pour quoi je luttais, pour quel type de société j'allais me battre.

Et enfin, je n'étais plus isolée.

Elsa

Au début de mon engagement trois raisons m'ont poussée à militer dans les P.A.E. :

La politique anti-raciste me plaisait parce que j'étais profondément contre le racisme, d'une façon plutôt humanitaire, mais que j'avais déjà eu l'occasion de juger négativement l'action d'Amesty International. J'avais en plus très envie de faire du " travail " immédiatement : aller discuter avec les gens dans les cités, débattre avec les camarades des foyers, interpeller tout le monde sur les marchés.

C'était très important pour moi de sortir du cercle étudiant, somme toute assez " débilisant ". Nécessaire de découvrir vraiment d'autres couches du peuple.

En même temps, j'étais révoltée par la société et ressentais le besoin de m'engager dans une organisation qui remette profondément en cause le système capitaliste et impérialiste, tout comme le type de société réactionnaire dans lequel j'avais été élevée.

Enfin je venais de sortir du lycée, où je n'avais acquis aucune formation idéologique, marxiste-léniniste, ou quelle qu'elle soit, et je n'avais pas envie d'entrer dans une organisation politique d'extrême-gauche à la fois trop dogmatique, trop centraliste et peu ou pas démocratique. Où en plus, la véritable action politique n'existait presque pas.

Depuis je suis restée dans les Permanences et suis toujours convaincue, et même de plus en plus, par la nécessité de mon engagement.

D'abord, le peuple multinational est une réalité. Il suffit d'aller se promener dans les couloirs du métro à Strasbourg-St Denis, autour de la porte d'Aix à Marseille ou dans le quartier de Neudorf à Strasbourg (par exemple) pour s'en apercevoir.

Ceux qui nient cette réalité sont forcément racistes et réactionnaires, mais en plus imbéciles. Ils vont à contre-courant de l'Histoire délibérément et se privent, pour essayer de sauvegarder leurs privilèges de xénophobes, des richesses extraordinaires que représentent des modes de vie et de pensée différents des nôtres.

Je crois absolument qu'il faut nous battre pour organiser une nouvelle société anti-raciste, une

société porteuse de paix où respect des autres et dignité de chacun ne seront plus uniquement des mots. Je refuse d'appeler " mienne " la société que prônent les " bons Français ". Cette société basée sur le " chacun pour soi ", dont les grands principes moteurs sont : le chauvinisme, la concurrence, la division, l'écrasement de tous ceux qui n'ont pas de compte en banque suffisant, la peur des autres, le rejet de la jeunesse quand elle ne travaille pas " bien sagement ".... Je veux travailler à organiser un autre type de société, complètement antagonique au modèle existant.

Je crois encore que l'engagement au sein des P.A.E. permet d'acquérir à la fois une identité politique - face à un Etat qui ne souhaite que des électeurs-moutons, silencieux entre deux votes - et une identité en tant que femme.

Identité politique : cet engagement permet de penser, de réfléchir soi-même ce que l'on souhaite, ce que l'on veut et non plus seulement de subir ou d'exécuter des ordres. Je me sens plus qu'un simple " maillon de la chaîne " exténué par son boulot et endormi devant son feuilleton du samedi soir. Je participe activement à l'élaboration d'un avenir que je souhaite.

Identité en tant que femme : en militant dans les P.A.E., je participe très activement à la lutte de femmes. Dans ma vie privée d'abord, parce qu'il serait tout-à-fait impossible que je vive avec quelqu'un de sexiste, simplement parce qu'il n'accepterait jamais mon rythme de vie.

A l'extérieur ensuite : quand j'entends ou que je lis dans les médias le discours ignoble présentant toutes les femmes comme un troupeau de pauvres petits êtres à la merci des grands méchants immigrés tueurs-voleurs-arracheurs de sacs à main, j'ai envie de hurler mes activités nocturnes à la face des gens : " Vous savez, moi, jeune, femme, blanche, je passe mon temps dans les foyers d'immigrés et je m'y sens très bien. J'y suis respectée justement parce que les camarades savent que je fais un travail politique, parce que je les respecte, moi. " Je n'ai plus peur de m'affirmer en tant que femme.

Le militantisme au sein des Permanences me permet enfin de me documenter et de me former politiquement et historiquement au fur et à mesure de mes interrogations.

Pascal

C'est à la même époque, à 18 ans, que je devenais instituteur et militant des P.A.E.

Quand les débats politiques dans la rue montrent combien l'indépendance par rapport aux forces parlementaires et syndicalistes est essentielle pour exister, je sais pourquoi, à l'école, j'aime que les enfants soient autonomes, fassent des choix, définissent leurs responsabilités et les assument, sans l'instituteur autant que possible.

Quand un journal fait par les enfants est présenté avec la traduction en Laotien, en Portugais, en Arabe ... à côté du texte en français, cela donne force à la volonté de respect des communautés.

Quand je me bats avec les P.A.E. contre les idées fausses qui accusent les immigrés d'être responsables du chômage, je ne vois pas comment je pourrais me taire lorsque le représentant de la mairie P.C.F. dit aux enseignants et à la population que trop d'enfants immigrés contribuent à l'augmentation de l'échec scolaire.

Quand tous les enfants éclatent de joie parce qu'ils apprennent à écrire l'arabe ou parce qu'une petite sénégalaise se fait porte parole de l'identité de son pays, il y a un sens pour moi à parler de peuple multinational comme d'une réalité dynamique, porteuse de nouveau.



Quand les P.A.E. insistent sur l'importance de la mémoire politique comme impulsion vivante pour que l'histoire ne se répète pas et pour que le présent se fasse acteur de nos espoirs d'une société civile anti-raciste, je pense à cette anecdote :

Un jeune Algérien de six ans se fait traiter de " sale arabe " par un copain. Il trouve sa défense en prétendant qu'il n'est pas arabe. Je discute alors avec les enfants de l'origine de ces insultes, qui ont une réalité historique éminemment politique puisqu'elles ont servi de justification au colonialisme, basé sur une soi-disant infériorité culturelle et morale des peuples colonisés. Non seulement cela met fin aux insultes racistes (car les enfants découvrent qu'elles n'ont rien de naturelles, mais plutôt que celui qui en use en assume le contenu du passé comme du présent) mais en plus, le jeune Algérien devient soudain fier d'être arabe, et il affirme dès lors très fort cette identité à tous. Tous la ressentent donc comme valorisante, de quoi enlever toute envie d'y associer l'idée de " sale ".

Exemple bien sûr de l'importance que prend la mémoire, comme les P.A.E. l'entendent, mais exemple aussi du danger que représente l'assimilation (ici nier être arabe) car elle conduit en définitive au rejet (" sale arabe " devenant préférable en toute liberté). Au contraire l'affirmation de sa culture, alliée à un principe d'unité (" Moi je suis arabe tu sais ... " disait ensuite l'enfant à tous ses copains français ou non) est une condition à l'existence du peuple anti-

raciste.

Pour que notre engagement ait un sens et une réalité aujourd'hui, dans une conjoncture de crise qui atomise le peuple, le divise et le pousse au repli sur soi, le lien entre les pratiques personnelles et l'engagement collectif peut, et doit être plus direct :

Quand j'ai appris que les P.A.E. créaient un groupe de travail sur la question de l'école (et les Zones d'Éducatons Prioritaires en particulier), je n'aurais pas pu m'imaginer en être absent. Le bénéfice pouvait être double : apport de mon expérience pour enrichir la réflexion collective des anti-racistes et retour de ses conclusions pour donner des directions à ma pratique quotidienne dans mon travail.

Quand là où je travaille (dans une Z.E.P. ou îlot sensible), scandales et réactions positives ont lieu autour du problème grave qu'est le saccage d'une école par des enfants, ma conscience de militant P.A.E. et mon propre regard sur les jeunes et l'école ne permettaient pas de prendre position individuellement d'une manière assez forte. Aussi a-t-il été décidé que les P.A.E. interviendraient en tant que telles sur le marché de la cité pour poser les questions de la confiance dans les jeunes, des contradictions internes au peuple, à résoudre hors de la logique d'assistance/répression mise en place par l'Etat.

L'école doit s'emparer de l'Anti-Racisme et les Anti-Racistes ont à prendre pied dans l'école.

Marion

Ce n'est qu'avec le recul que je peux formuler à peu près clairement les raisons de mon engagement dans les P.A.E.

En effet, le passage de la vie " normale " à la vie militante s'est fait très vite, sans secousse ou réflexion longuement mûrie.

En 1978, je rencontre les P.A.E. sur la fac au moment de la mobilisation sur l'affaire du Lexicon (café arabe dans le XIVème où s'était produit une rafle de flics.) Je vais à la manifestation et aussitôt je travaille avec la toute nouvelle P.A.E. du XIVème.

Les raisons à cela sont en fait assez simples : en rentrant en fac, j'avais envie de faire quelque chose, de ne pas rester un spectateur passif de tout ce qui se passait. J'avais le sentiment d'avoir, moi aussi, une très grande responsabilité par rapport au présent et bien sûr à l'avenir. Mais pour autant, je ne voulais pas d'une politique telle que la pratiquaient les différents groupes présents sur la fac (trotskystes surtout), une " politique " faite de phrases creuses, inscrite encore dans le parlementarisme, dans le type de société que je rejettais.

Certaines choses étaient inacceptables, et inacceptable aussi de rester impuissante, d'être ballotée par le courant.

Ce qui pour moi était inacceptable à l'époque, c'était les affaires racistes comme celle du Lexicon, c'était aussi la circulaire Bonnet, qui établissait le racisme et la discrimination dans les facultés, c'est-à-dire l'opposé de ma propre conception des études.

C'est de tout cela qu'est venu mon engagement prolongé dans les P.A.E.

Aujourd'hui, je peux aussi juger pourquoi cet engagement se poursuit et s'affirme.

Parce que la politique des P.A.E. permet, non seulement de ne pas rester les bras croisés, de prendre ses responsabilités, mais qu'elle permet aussi et surtout de transformer la vie, elle est une amorce vers le type de société que je souhaite.

Tout d'abord, le travail dans les P.A.E. permet de nouveaux rapports entre les gens, des rapports

qui dépassent les compartimentations de la vie sociale actuelle, entre " intellectuels " et ouvriers petite bourgeoisie et peuple. Sans engagement politique, que pourrais-je savoir des ouvriers, de la vie dans les usines, dans les foyers, des femmes immigrées ? Lui seul donne cette ouverture sur le monde, cette connaissance plus large de la société et des transformations possibles.

Ce qui me plaît dans les P.A.E. c'est leur nouvelle façon de faire la politique : pas de dogmatisme, de grandes déclarations creuses, mais des avancées concrètes sur ce qu'on maîtrise, un travail réel de transformation des rapports sociaux et politiques, contre le parlementarisme et le syndicalisme.

Les rapports qui se développent au sein même des Permanences, ce sont des embryons, des débuts de nouveaux rapports sociaux basés sur la confiance politique et non sur l'appartenance sociale. Côté des femmes immigrées, des ouvriers ...etc, donne confiance dans cette unité possible que nous voulons élargir.

Je crois aussi que l'engagement politique actif permet en retour de se constituer une identité politique plus forte, plus positive, comme jeune, comme femme et y compris comme étudiante. L'anti-racisme permet par exemple de mieux réfléchir et de mieux maîtriser la question des rapports hommes/femmes, la place et le rôle des étudiants.

Mon rapport aux études a été transformé par cet engagement : volonté de sortir du " ghetto " étudiant, où l'avenir est celui de " cadre " du système, de diplômé au service de l'impérialisme. Sans projet large, sans cette source de connaissance, quel est le sens à poursuivre des études ? Pour moi, le travail et la réflexion dans les P.A.E. permettent de lier l'identité d'étudiant et celle de révolutionnaire, d'avoir les idées plus claires, de donner un intérêt aux études.

Je finirai juste en disant qu'être militant, être Anti-raciste aujourd'hui, c'est être fondamentalement optimiste, avoir confiance dans sa propre capacité et dans les capacités de tous à transformer le monde et à maîtriser sa propre histoire ... (et l'Histoire).



EVENEMENT

A Gonesse

RESPONSABILITE POPULAIRE

CONTRE

« LEGITIME DEFENSE »

Le 17 décembre dernier à Gonesse, en banlieue parisienne, un libraire tue un jeune cambrioleur : ayant entendu du bruit dans son appartement, le libraire remonte armé de sa carabine, ferme la porte et tire sur l'un des deux jeunes et le blesse ; les cambrioleurs prennent la fuite en sautant par la fenêtre, et c'est alors que le libraire tire à plusieurs reprises sur le deuxième jeune en fuite.

Un meurtre de plus, car c'est bien là le mot juste, un meurtre de plus au dossier de la soi-disante " légitime défense ". Cette légitime défense qui entend régler le problème des agressions par les armes, par la loi de la jungle ou du Far-West.

Il nous semble aujourd'hui capital de prendre position, de s'opposer au développement de telles pratiques.

« Legitime defense »: une milice réactionnaire et anti-jeunes

" Légitime Défense " : un groupe de tueurs armés qui appuient sur la gachette au moindre bruit, à la moindre alerte, qu'il s'agisse d'un chat, de leur enfant ou d'un voleur.

On avait beaucoup parlé d'eux il y a deux ans, quand une série de meurtres avait fait l'actualité. On en reparle maintenant : Gonesse et l'acquittement de Lionel Legras, ce garagiste qui avait piégé son transistor pour protéger sa villa-ranch, provoquant la mort d'un cambrioleur. Car c'est à la suite de cet acquittement, et c'est là à notre avis le premier point important, que s'est développée cette nouvelle vague de meurtres : Legras acquitté, c'est la possibilité pour n'importe qui de tuer en toute impunité, au nom du sacro-saint droit de propriété.

La justice (et au delà l'Etat) blanchit les coupables, et les autres, PCF en tête, approuvent et compatissent avec ces "pauvres gens victimes des délinquants". Que les " beufs " de tous poils soient rassurés : qu'ils soient de 'droite' ou de 'gauche' ils peuvent dormir la conscience en paix, sur leurs deux oreilles, et le doigt sur la gachet-

te : la vie d'un homme a aujourd'hui pour certains moins de poids qu'un transistor, une télé, ou même rien du tout.

Cela, c'est l'innacceptable : tuer pour protéger ses biens (et non soi-même en cas d'attaque, tel que pourrait le faire croire le nom de " légitime défense "), tuer comme seule " réponse " à la délinquance, comme seule " réponse " à l'augmentation des tensions dans les quartiers.

Laisser passer de telles pratiques, laisser passer sans réagir les campagnes de presse qui les soutiennent et désignent les jeunes comme "danger", c'est laisser se déployer la guerre civile dans les quartiers, le recours à l'antagonisme à la moindre friction.

Car les crimes de " Légitime Défense " ont cela de différent du meurtre d'Abdenbi à Nanterre, qu'ils ne sont pas à proprement parler des crimes racistes ; leurs auteurs ne sont certainement pas des anti-racistes convaincus, mais leur cible en général sont les jeunes en tant que couche, groupe social spécifique.



Demandez parapluie-épée, canne-fusil, matraques en tous genres, poignard dissimulé, nerf de boeufs et pièges à feu...

Résultats assurés; J.C. Munck est gérant de la société "Arimper" qui compte réaliser 2 millions de francs de chiffre d'affaires cette année.

Trouver une nouvelle unité politique dans les quartiers

A Gonesse, la réaction des jeunes fut immédiate : ils ont créé un Comité de Soutien, et exigé par pétition le maintien du libraire en prison (contre ceux qui voulaient sa libération). Le Comité a organisé le 24 décembre 82 une manifestation qui rassembla 150 personnes, venues des quatre coins de la banlieue, ce qui est beaucoup compte-tenu de la date.

Aujourd'hui, ils comptent organiser un gala de soutien, avant le procès du jeune cambrioleur survivant.

Là est aussi un point nouveau : après discussions, ce jeune s'est constitué prisonnier de lui-même, afin qu'il y ait procès (qui soit une échéance de mobilisation), pour ne pas laisser étouffer l'affaire, et afin de témoigner contre le libraire, de le dénoncer comme ayant tiré pour tuer et non pour se défendre. Les effets sont déjà positifs : le libraire a été inculpé ' d'homicide volontaire ' au lieu ' d'homicide involontaire ' comme auparavant, et de plus en plus de commerçants se désolidarisent de lui.

Il ne faut pas sous-estimer cette conduite : se donner aux flics, c'est sortir de la logique individualiste du vol, de la démerde : "Je me planque et chacun pour soi", c'est entrer dans une nouvelle logique : celle de retrouver, pour les jeunes, une identité positive, collective.

De cela, tout l'engagement des jeunes de Gonesse avec les animateurs, témoigne : ils ont la volonté de sortir de la marginalité, d'être respectés, de ne pas laisser faire quand on tire l'un d'eux comme un lapin.

C'est cela qu'il faut discuter ; il faut que adultes et parents soutiennent les jeunes qui s'engagent dans cette voie, que se créent de nouveaux rapports d'unité dans les quartiers, seule voie par laquelle on pourra maîtriser les rapports, les discuter et avancer vers l'unité.

Ceci est d'autant plus important que les effets de la crise se développent dans les quartiers, que

L'addition juste :

PRISON ET RÉCLUSION	POUR LES VOLEURS	
+	PEINE DE MORT	POUR LES ASSASSINS
<hr/>		
=	SÉCURITÉ POUR TOUS	LES HONNETES GENS



légitime défense

BONS CITOYENS, VENEZ NOMBREUX AVEC NOUS!

Tract de "Légitime Défense"

les tensions s'aggravent rapidement. Il n'y a pas de solution " en soi " au vol ; ce n'est qu'en travaillant à l'unité qu'on pourra avancer, y compris sur cette question.

Ceci est un avertissement aux Couleards de la Pauvreté.

M. voyou - un salopard - un faignant
un voleur - un bon à rien de moins!

Bravo au Libraire, il est même
regrettable qu'il n'est pas "flingué" le
complice.

Votre affiche, signée les "Travailleurs
Sociaux", devrait plutôt être signée
"Les Marginaux".

Les Commerçants et les honnêtes
gens de Gonesse sont amis, et ne font
pas de cadeau à la rapule, et tirent
sur l'annulation!

M. Vaisis - Amé lui aussi!

Monsieur, Madame,

Très regrettable que votre fils soit mort mais il en a de votre faute. il ne faut pas faire des gosses quand on est pas capable de les élever

Nous sommes à Argenteuil un groupe de Français membre de Légitime défense près à défendre les gens qui ont eu le courage de supprimer un individu qui terrorise et vol les français. Si les libraires de la Fauconnière étaient emmerdés par vous ou vos amis Rattans vous en subirez les conséquences. Nous rendrons coup pour coup et sommes prêts à tirer aussi car croyez bien que vous avez envahi la France, mais que la deuxième guerre d'Algérie se passera sûrement en France.

Car les français sont patient et ils ont encore des c.... au c....

Calmez vous bande de bon à rien car nous en avons marre de vos sales gueules

Un groupe de légitime défense qui est prêt à se déplacer.

Exemples de lettres reçues par la famille du jeune qui a été tué à Gonesse.

pour que l'histoire ne se présente pas comme une anecdote
Un jeune Algérien de six ans "alle arabe" dit un cousin en prétendant qu'il n'est pas arabe alors avec les enfants de Gonesse, qui ont une réalité politique même elles ont une identité culturelle et morale. Non seulement cela met en danger les enfants de Gonesse de nature, mais plus encore le contenu de la culture en plus, le jeune Algérien d'été arabe, c'est...

Ceci est un avertissement aux louards de la Fauconnière

un voyou, un salopard, un fainéant, un voleur un bon à rien de moins.

Bravo au libraire, il est même regrettable qu'il n'est pas "flingué" le complice.

Votre affiche, signée les "Travailleurs sociaux" devrait plutôt être signée "Les Marginaux".

Les commerçants et les honnêtes gens de Gonesse sont armés et ne feront pas de cadeau à la crapule, ils tireront sans sommation.

Un voisin armé lui aussi

Monsieur Madame

Très regrettable que votre fils soit mort mais il en a de votre faute. il ne faut pas faire des gosses quand on est pas capable de les élever - Nous sommes à Argenteuil un groupe de Français membre de légitime défense près à défendre les gens qui ont eu le courage de supprimer un individu qui terrorise et vol les français. Si les libraires de la Fauconnière étaient emmerdés par vous ou vos amis Rattans vous en subirez les conséquences - Nous rendrons coup pour coup et sommes prêts à tirer aussi car croyez bien que vous avez envahi la France. mais que la 2^e guerre d'Algérie se passera sûrement en France. Car les français sont patient et ils ont encore des cailloux au cul -

Calmez vous bande de bon à rien car nous en avons marre de vos sales gueules -

Un groupe de légitime défense qui est prêt à se déplacer

Trouver une nouvelle voie

A Gonesse, la réaction des jeunes fut immédiate. Ils ont créé un Comité de soutien, et ont par l'intermédiaire de la manifestation du dimanche se sont dirigés contre ceux qui voulaient la libération. Le Comité a été constitué le 24 novembre 82 par les jeunes qui res-

semblait la bande.

Aujourd'hui, la manifestation a eu lieu. La manifestation a été organisée par les PAE, ANDJEF et Rupture pour le communisme, ne laisse aucun doute sur la nature de la manifestation : anti-raciste, contre toutes les politiques anti-immigrés de l'Etat PS, du PCF et de la droite.



18 Décembre 82:

MANIFESTATION

ANTI-RACISTE



Les camarades immigrés des foyers sont là nombreux pour " la régularisation des sans papiers ", " le renouvellement automatique des cartes ", " le droit au travail ", pour " l'unité entre Français et immigrés ", pour " la protection des sans-papiers dans les foyers ".



Une petite pancarte pour la protection des sans-papiers et contre les contrôles de police émerge des banderoles définissant les axes de la politique antiraciste " pour l'unité du peuple multinational " contre le chauvinisme et la concurrence raciste ". L'organisation des jeunes, P.A.N.A.R.D. (Pour des actions nouvelles anti-racistes diversifiées) participe avec un mot d'ordre original " Déracistez vous ! ".



Le respect des différentes communautés : " Les jeunes immigrés ne seront ni assimilés ni rejetés " ; " Non à la loi de 73 ".



Les femmes, un groupe dynamique, affirment leur identité propre et leur place dans le peuple multinational : " Droit au travail pour les femmes immigrées ".



En fin de cortège, la banderole de ANDJEF Sénégal souligne qu'une politique anti-raciste va de paire avec une politique anti-impérialiste : " Unité des peuples d'Afrique et de France contre l'impérialisme français ".

NI RETOUR NI ASSIMILATION

Témoignage d'une jeune Algérienne (2)

Voici le deuxième volet de l'interview d'une jeune Algérienne, SAKINNA, qui a tenu à témoigner de son expérience. Refusant l'exploitation et l'assimilation en FRANCE, SAKINNA a tenté un retour en ALGERIE. La tentative a échoué. Pour cette jeune femme, il ne faut prôner ni le retour, ni l'assimilation.

La première partie de l'entretien a été publiée dans l'AR n° 13.

AR : Certaines de tes amies algériennes voulaient partir en France et prendre la nationalité française. Que leur répondais tu ?

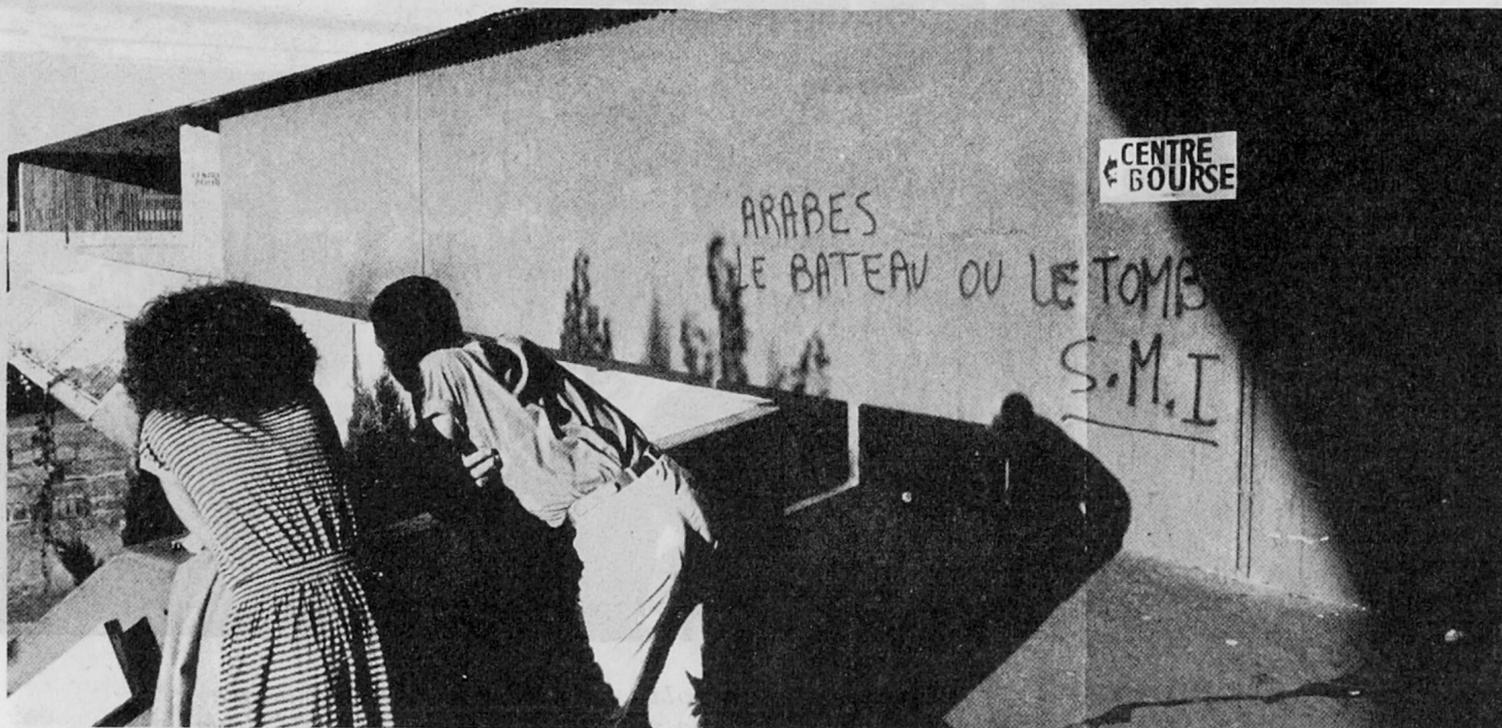
SAKINNA : j'ai parfaitement compris ces femmes, dans le contexte de la société algérienne tel que je l'ai vu. Elles veulent fuir pour trouver des droits ailleurs. Beaucoup m'ont dit : " tu retournes en France, tu as de la chance ". " Comment j'ai de la chance ? " répondis-je, et de leur expliquer les conditions d'existence d'une femme immigrée en France, sa place dans le travail, dans la société française, le fait qu'elle subit le racisme. " Cependant, la femme en France est reconnue comme un être humain " me répondirent elles.

Moi, je leur dis oui et non. Quand même en France, il existe des milieux politiques tels les PAE ou des mouvements de femmes qui travaillent contre l'Etat et qui défendent la cause des femmes. Ils nous aident à organiser des luttes qui transforment les rapports entre les gens du peuple. On peut trouver aussi un mode de vie indépendant. Une femme immigrée avec un certain niveau de conscience peut vivre indépendamment de sa famille. C'est pour cela que beaucoup de femmes voudraient venir en France. Ce n'est pas défendre la politique de la France, parce qu'elles

condamnent le racisme et le colonialisme. Mais, ce sont des femmes qui étouffent. Politiquement, en Algérie, elles n'ont pas de place. A la fois, elles idéalisent un peu la France. Je n'accepte pas cela. En France, les femmes ne doivent pas s'assimiler. Au contraire ! S'assimiler, c'est se coloniser, c'est accepter à la limite, tout ce que la France a fait en Algérie. Elles acceptent de " s'acculturer ", elles renient leurs origines.

AR : Que penses-tu de la loi de 1973 qui impose la nationalité française aux jeunes Algériens ?

SAKINNA : Il est évident que je condamne la loi de 73. C'est une forme de racisme liée à une politique réactionnaire de l'Etat français. Mais la femme immigrée ouvrière, née en France, ne peut pas s'intégrer dans la société algérienne. Au bout de trois ou quatre mois, elle retourne en France parce qu'elle n'a aucune issue. Elle n'a pas choisi de revenir en France. Elle y est condamnée. Et en France, les femmes ont mené une lutte qui a porté ses fruits. En Algérie, la lutte des femmes n'est pas arrivée à ce point, et je pense qu'il faudra de longues années, dans une Algérie qui a subi 130 années de colonialisme.



" Arabes, le bateau ou le tombeau "...
Pour Sakinna, ni bateau, ni tombeau, unité et respect des communautés en France.

Je suis de nationalité immigrée car je refuse le panarabisme et l'assimilation. Je crois qu'une issue est possible dans la reconnaissance des communautés en France, qui permette de vivre en France en tant qu'immigré. Parler en terme de Français et d'Arabe, c'est tromper la révolution du peuple, la cause des travailleurs. C'est la diviser pour que le pouvoir reste en place. Je propose qu'il y ait une unité entre les Français et les immigrés, pas une unité où les Français seraient toujours supérieurs, mais une unité où les communautés se reconnaissent et regardent ce qui les unit. Ils doivent s'unir pour lutter contre l'exploitation d'une même classe. Je n'accepte pas du tout le racisme des Arabes, ni celui des Français. Les organisations algériennes en France, telles que les amicales, sont des organisations racistes et chauvines qui rejoignent la politique du PS et du PCF. Les Etats arabes mènent souvent une politique raciste et chauvine qui vise à créer, soi-disant, la communauté arabe, et qui exclut la reconnaissance des autres communautés.

AR : C'est d'ailleurs pour cette raison que le mouvement kabyle a été durement réprimé, car il remettait en cause la politique du gouvernement algérien de ne voir qu'un seul peuple arabe musulman.

SAKINNA : En Algérie, on n'est pas tolérant avec les communautés différentes alors que ce sont des mouvements qui pourraient faire avancer le peuple politiquement. C'est comme pour les immigrés. Le gouvernement algérien ne les reconnaît que comme travailleurs dociles. Il a aussi peur que les A mon avis, une des solutions est de laïciser la société algérienne pour la démocratiser.

AR : Souvent tu dis : " je suis de nationalité immigrée ". Qu'entends tu par là ?

SAKINNA : En France, je n'ai pas ma place dans le monde du travail parce que je suis une femme et une Algérienne. On me donne une issue : l'assimilation. " Prenez la nationalité française et vous aurez une place ". En Algérie, on me dit : " Rentrez dans la famille, acceptez l'islam; la politique du FLN, vous aurez votre place ". Parallèlement, un travailleur immigré qui rentre en Algérie, s'il n'a pas de qualification, sera montré du doigt par tout le monde. on lui dira : " Mais qu'est-ce que tu as fait en France ? " On acceptera qu'il retourne en France car il n'est pas rentable sur le plan économique en Algérie.

immigrés apportent des idées nouvelles, non pas de l'occident, mais de leurs luttes. Un homme immigré, cependant, s'en sort mieux qu'une femme immigrée, surtout quand elle n'est pas analphabète et qu'elle a des opinions politiques...

AR : Est-ce la raison pour laquelle tu as toujours conservé la carte de résidence ?

SAKINNA : Actuellement, le retour définitif est impossible pour une immigrée. Par contre, je veux conserver ma nationalité algérienne car si je prends la nationalité française, je contribue indirectement à la politique d'assimilation du gouvernement français vis à vis des immigrés. Politique raciste, politique de MITTERRAND à l'heure actuelle. Un immigré qui veut préserver sa nationalité algérienne et qui ne peut rentrer définitivement, s'il veut vivre momentanément dans son pays d'origine, est obligé, pour ne pas perdre sa carte de séjour, de revenir en France avant six mois. Sinon, la douane française retire ses papiers le plus légalement du monde, même s'il est né en France et que sa famille vit toujours dans ce pays.

Il arrive aussi que des femmes algériennes se voient déchirer leurs papiers par la douane algérienne, sous le seul prétexte qu'elles sont des femmes et que leur statut de femmes et de travailleuses n'est pas reconnu. Cette situation se rencontre également chez des jeunes chômeurs immigrés. L'Algérie leur refuse le retour en France sous prétexte que là bas, ils n'ont plus de statut, qu'ils sont des " déinsérés sociaux " ; la seule issue est la réintégration dans l'ordre bureaucratique algérien. Souvent, l'Algérie profite des jeunes pour les enrôler dans l'armée durant deux ans et plus. C'est une forme d'expulsion indirecte. Expulsion négociée par les deux Etats, algérien et français, sur le dos du peuple. L'Etat algérien est complice de l'Etat français dans le but de préserver les rapports de coopération économique, comme le contrat de gaz. Par contre, il ne fait rien contre la condition qui est faite aux travailleurs, et participe à la politique d'expulsion.

A mon avis, les luttes qui doivent être menées par nous, jeunes et ouvrières immigrées, ne doivent pas être nationaliste et chauvine. Il faut que nous prenions conscience que nous ne sommes ni un peuple arabe, ni un peuple français, mais des individus d'une même classe. Pour mener une lutte anti-raciste, nous devons mener une lutte de classe et non de race. Les communautés de toutes les nationalités doivent se respecter dans le but de construire un peuple multinational pour éliminer les divisions créées par l'Etat qui prétexte les différences d'origine pour exploiter le peuple.

Propos recueillis par la PAE de Dijon.

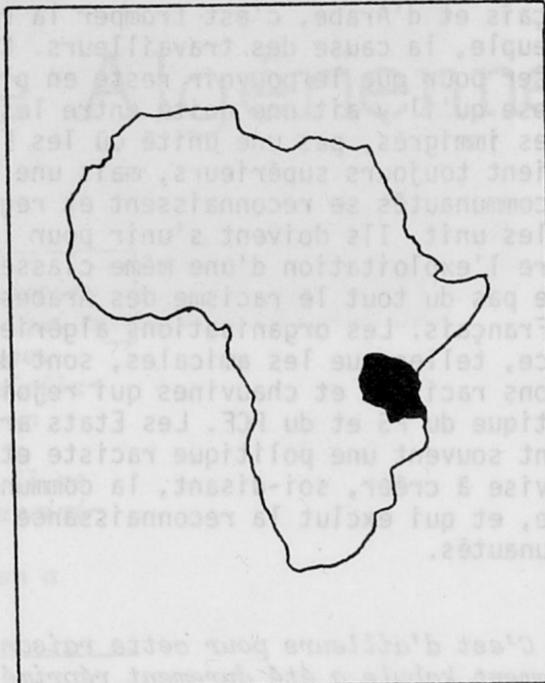


MEMOIRE
ANTI-IMPERIALISTE

Tanzanie

VOYAGE AU PAYS DE L'UJAMAA

Dans le numéro 13 de l'Anti-raciste, deux militants des PAE nous relataient leurs impressions de voyage au Kenya. Dans l'article qui suit, ils nous parlent d'un autre grand pays d'Afrique de l'est : la Tanzanie.



La TANZANIE dans le continent africain

Une industrie nationalisée au bord de la faillite absolue, des problèmes d'eau et de transport énormes, la Tanzanie, république de l'Afrique de l'Est depuis le 9 décembre 1962, fait partie des 30 pays du monde les plus défavorisés.

Mais, contrairement à la plupart de ces pays, son système politique, basé sur un parti unique (le C.C.M. 1), essaye, au moins en théorie, de remédier effectivement à cette situation catastrophique. " L'Ujamaa " (socialisme peu doctrinaire fondé sur l'égalité des hommes) a défi-

ni, dès 1967, les grandes lignes politiques à suivre, pour essayer de développer une société égalitaire, tout en évitant le piège de la dépendance économique complète envers l'est ou l'ouest.

Ces grandes lignes : effort très important d'éducation de toute la population, décentralisation économique, politique et culturelle, non-alignement en politique étrangère, nous ont frappées très vite et tout au long de notre voyage.

Par Mathias et Elsa

" Wali na kuku, wali na samaki, wali na n'gombe... ??? " Misère ! Qu'est ce qu'on va pouvoir manger ? (2).

Après plus de deux mois passés au Kenya, et quelques jours en Ouganda, notre premier repas pris en Tanzanie faillit mal se terminer. C'est que, habitués à se débrouiller partout uniquement avec la langue de Mme Thatcher, nous n'avions fait jusque-là aucun effort pour en apprendre une autre. Les cartes des petits restaurants de Mwanza nous rappelèrent à l'ordre. La patrie de Julius Nyerere a dit non à la langue coloniale. Tout le monde va à l'école apprendre le swahili. (3).

Depuis 1962, date à laquelle l'enseignement a été nationalisé, les chiffres officiels indiquent que 92,7 % des enfants de plus de sept ans vont à l'école primaire. Chiffre, d'après ce que nous avons pu constater, très peu " gonflé ".

Autre effort remarquable : environ les deux tiers de la population adulte peut, ou a pu, suivre les cours d'alphabétisation le soir.

La Tanzanie est ainsi devenue, en vingt ans d'indépendance, l'un des pays du tiers-monde au plus fort taux d'habitants alphabétisés. Réalité impossible à ignorer : queues interminables dans toutes les postes et banques, (lieux réservés aux bourgeois et néo-colons blancs au Kenya), compagnons de voyage réclamant notre adresse et nous nous donnant la leur, ribambelles de gamins en uniformes scolaires sur le chemin de l'école, dès l'aube...

Ce degré d'instruction très élevé a fait de la société tanzanienne, l'une des sociétés les plus progressistes en Afrique. Tribalisme, phalocratie et inexistence d'une conscience politique sont combattus par les instituteurs et leurs manuels de lecture. Des leçons entières d'enseignement de la langue ont pour thèmes la lutte contre le féodalisme, contre l'asservissement et l'excision des femmes et pour une réelle décentralisation politique, culturelle et économique. En comparaison avec les exemples ougandais et kenyan, les résultats sont impressionnants.

Respect, partage, solidarité

" Self reliance ", c'est-à-dire " auto-suffisance ", est le grand mot d'ordre de Nyerere et de son parti. Cela signifie que toute la politique gouvernementale tend à rendre les citoyens complètement responsables d'eux-mêmes. Cela signifie encore que les dirigeants de Dar-Es-Salam ont la volonté de décentraliser la vie politique, culturelle et économique du pays.

Décentralisation politique : en 1967, la " Déclaration d'Arusha " (texte du parti) définit l'idéologie " Ujamaa ", base de la transformation de la société. En swahili, " jamaa " veut dire " famille africaine ". " Ujamaa " est l'idéo-

logie qui repose sur les principes de cette famille : respect de tous ses membres, partage entre tous, solidarité. Tout cela, au niveau national. En pratique, les Tanzaniens ont été incités à se regrouper en villages ; la population rurale était jusqu'alors très dispersée. Les paysans ont eu droit de conserver un jardin pour leur propre subsistance, mais la plupart des cultures ont été regroupées sur un " champs communautaire ". Le revenu des récoltes du champ servant, entre autres, à payer tous les projets de développement : puits, école primaire, dispensaire, moulin à farine...

La décentralisation politique la plus importante est l'existence dans chaque village d'un conseil de village, formé par tous les adultes. Ce conseil décide en théorie de l'utilisation des fonds communautaires, et discute de tous les problèmes généraux du village.

En pratique, il y a souvent des heurts entre les décisions des conseils de villageois et les " belles " planifications des économistes de Dar-Es-Salaam. Mais il reste que les paysans ont pris l'habitude, enseignée dès l'école primaire, de se retrouver, de débattre entre eux dès qu'une difficulté surgit, et de le faire savoir au responsable du parti le plus proche.

« les éléments corrompus

doivent être écartés »

Une usine textile au bord du lac Victoria n'a plus de pétrole, plus de produit colorant ..., une cimenterie près de la Zambie ne peut fonctionner depuis deux ans, faute d'avoir construit à ses côtés la centrale hydro-électrique qui devait la fournir en énergie ..., pénurie de sucre dans tout le pays, malgré d'importantes récoltes de cannes à sucre, ... pénurie de savon, de caoutchouc, premières industries créées après l'indépendance ... L'industrie tanzanienne se meurt.

A cela, plusieurs raisons. D'abord et surtout : le prix du pétrole : 45% du montant des exportations en 1979 servaient à payer la fameuse facture pétrolière.



Au sortir de l'école à Dar-Es-Salaam.

Une solidarité villageoise est née, une conscience politique aussi. Le paysan tanzanien est, moins que son voisin kenyan, à la merci des décrets de la capitale.

Décentralisation culturelle : toutes les villes tanzaniennes sont dotées de bibliothèques ouvertes à tous. Elles sont tout-à-fait bien fournies. Des livres en anglais ou en swahili traitent de nombreux sujets, surtout historiques, politiques et géographiques, mais aussi techniques, agricoles et médicaux. Certaines petites B.D. en swahili, pour les enfants, apparaissent.

Nous y avons encore trouvé des revues de propagande tiers-mondistes venant de R.D.A. et d'U.R.S.S., d'horribles bouquins coloniaux anglais sur la " civilisation française " et des recettes de pâtisseries anglaises avec des photos ... maigre satisfaction d'estomacs français révoltés par l'ugali (4) quotidien ... Choix très éclectique donc.

Décentralisation économique : les efforts d'industrialisation sont répartis à travers tout le pays. C'est très bien, comparé à la concentration galopante des usines autour de Nairobi. Mais en pratique cela marche plutôt mal...

Avant d'embarquer dans le bus à Dar-Es-Salaam : l'espèce de tchador des femmes est en pur nylon, de quoi suer des litres lorsqu'il fait au moins 35°!



Ensuite la qualité des transports. (Rien qu'à y penser nous en sommes encore malades !) Il n'y a qu'une seule route vraiment bien goudronnée : celle qui relie Dar-Es-Salaam à la Zambie. Le restant des pistes est dans un état lamentable, faute de devises pour les entretenir. Transports en commun et camions citernes, entre autres, empruntent des chemins, pires que certains " G.R. " français. Résultat : des accidents très, très graves, très fréquents, avec des dizaines de morts, et des chargements d'approvisionnement qui n'arrivent jamais.

" Nous sommes passionément non-alignés " répète souvent le président tanzanien. Et c'est vrai. Le pays n'est pas pro-soviétique comme le Mozambique voisin.

Mais aussi, mais surtout, la Tanzanie participe ou a participé à toutes les luttes de libération des peuples d'Afrique australe. Elle a soutenu le Mozambique et le Zimbabwe et aide activement la S.W.A.P.O. et l'A.N.C. (5). Elle " gêne " l'Occident. D'où l'attitude du F.M.I.

... La Tanzanie est un pays politiquement passionnant.

Marché de Singida :



région agricole très pauvre, sur les étalages des paysans il n'y a que des citrons verts à vendre.

Et enfin il y a ... la corruption, bien sûr ! De plus en plus le phénomène est en pleine évolution. Il y a des éléments " pourris " dans le parti de Nyerere. C'est ce qu'il répétait à longueur d'éditorial, lorsque nous étions à Dar : " Corrupted elements must be rejected ". Parallèlement, un nombre croissant de produits manquent sur le marché officiel : plus de savon, de riz, de lait, de khangas (vêtements traditionnels des dames), de sucre, de farine ... Aussi, soit il faut se débrouiller pour trouver le commerçant qui accepte de vous vendre la marchandise désirée, " black market ", soit il faut faire de longues, longues queues devant les magasins d'Etat pour s'entendre dire : " hamna " : il n'y en a plus.

La population tanzanienne est excédée de subir cette contrainte perpétuelle. Tous nos amis nous ont dit " entre quatre yeux " : " ça va mal ".

- (1) : C.C.M. : Chama cha mapinduzi : parti de la révolution.
- (2) : Wali na kuku, wali na samaki, wali na n'gombe : riz et poulet, riz et poisson, riz et boeuf
- (3) : swahili : langue d'Afrique de l'est formée à partir de bases bantoues et arabes.
- (4) : ugali : aliment formé uniquement de farine de maïs et d'eau !
- (5) : S.W.A.P.O. : South West African People's Organisation : mouvement de libération de la Namibie
A.N.C. : African National Congress : mouvement de libération d'Afrique du sud

Avec toutes les luttes de libération

Le jour où nous avons quitté Dar, la Tanzanie dévaluait sa monnaie de plus de 10%. En cela, elle finissait, acculée à une catastrophe économique, par céder au chantage ignoble du F.M.I. (4) : " Soit vous dévaluez votre shilling, soit vous ne recevrez plus aucune aide financière de notre part. " Autrement dit : " Soit vous acceptez notre diktat (et baissez le pouvoir d'achat de vos habitants), soit plusieurs milliers de Tanzaniens mourront. " Chantage éminemment politique, bien entendu. Non seulement l'Occident n'apprécie pas tellement la tentative de construire une société africaine socialiste, mais en plus les prises de position de Nyerere en politique étrangère sont la plupart du temps mal accueillies.

